

Communiqué - 17 novembre 2007

## **Séminaire gouvernemental sur la présidence française de l'Union européenne**

Le Premier ministre François Fillon a réuni ce matin un séminaire gouvernemental sur la Présidence française du Conseil de l'Union européenne qui se déroulera du 1er juillet au 31 décembre 2008.

Ce séminaire s'est déroulé en présence de l'ensemble des ministres du gouvernement et de personnalités européennes : Luis Amado, ministre des Affaires étrangères du Portugal, actuel président de l'Union européenne, Frank-Walter Steinmeier, ministre allemand des Affaires étrangères, Dimitrij Rupel, ministre des Affaires étrangères Slovène, Alexandr Vondra, Vice-premier ministre pour les Affaires européennes de la République tchèque, Cecilia Malmstroem, ministre suédoise des Affaires européennes, Jacques Barrot, vice-président de la commission européenne, Alain Lamassoure, député européen et Pierre Sellal, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Ce séminaire était organisé autour de trois sessions de travail : comment réussir la présidence de l'Union européenne, les priorités de la présidence française, le retour d'expérience de la présidence allemande et la continuité des présidences grâce aux invités européens.

Le Premier ministre a rappelé les grandes priorités politiques de la présidence française définies par le président de la République lors de la conférence des ambassadeurs du 27 août 2007 :

- ▶ l'énergie, dans le contexte d'une hausse des coûts énergétiques et d'un besoin accru de sécurité énergétique ;
- ▶ l'environnement, après le Grenelle de l'environnement, la France entend montrer l'exemple, particulièrement en matière de lutte contre le changement climatique, au moment où l'Union européenne commencera en 2008 à débattre des propositions de la Commission pour mieux lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et pour développer les énergies renouvelables ;
- ▶ l'immigration, pour laquelle la France proposera un pacte européen, il reviendra aussi à la France d'organiser la prochaine conférence ministérielle euro-africaine sur les migrations et le développement ;
- ▶ la relance de l'Europe de la défense, défi majeur du XXIème siècle.

Le 11 septembre 2007, à Rennes, le président de la République a aussi souhaité organiser, pendant la présidence française, une discussion sur les principes fondateurs de la politique agricole commune de 2013, à l'occasion d'un débat d'orientation sur l'avenir des politiques communautaires et de leurs financements.

En outre, l'entrée en vigueur du traité simplifié début 2009 nécessitera un important travail technique et politique de préparation de la part de la présidence française. Celui ci sera un dossier majeur de la présidence française de l'Union européenne.

Le Premier ministre a indiqué à tous les ministres que la présidence française était très attendue et leur a demandé d'avoir à cœur de la préparer comme si leur avenir politique en dépendait : la présidence française n'est pas seulement l'affaire du

président de la République, du Premier ministre ou du ministre des Affaires étrangères et européennes, c'est l'affaire de chaque ministre qui, dans son domaine, doit faire aboutir les projets communs a t-il déclaré.

Il les a invités à être présents dès maintenant dans toutes les instances européennes : les conseils, mais aussi pour le travail avec la Commission et avec le Parlement européen. C'est de cette préparation en amont que dépend, pour beaucoup, la réussite de la future présidence française.

Le Premier ministre a également demandé à l'ensemble des ministres de se rendre, dans les six mois qui viennent, dans un maximum de pays membres, d'être à l'écoute de nos partenaires et d'y porter "l'esprit de la présidence française".